



INTRODUCTION

Depuis plus de 50 ans, l'alliance CIDSE et ses organisations membres se battent pour un monde de justice, une vie digne pour tous, un accès équitable aux ressources et à la participation, dans la liberté et la paix. Au travers de notre action, nous nous efforçons de dénoncer les nombreux facteurs structurels qui sont à l'origine de l'injustice et de la pauvreté. Nous nous rendons néanmoins compte de ce que «nous sommes en train de perdre la bataille». Les inégalités au sein des sociétés et entre celles-ci s'accroissent et un nombre croissant de personnes souffrent de la faim. En dépit des actions entreprises contre les changements climatiques, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter et l'on atteint les frontières planétaires. Les prétendues solutions que l'on nous propose continuent de faire passer les intérêts des entreprises avant ceux des individus et de la planète.

Depuis 2008, la succession des crises financière, économique, climatique, alimentaire et énergétique, la redistribution des dynamiques de pouvoir entre les pays et l'essor d'une classe moyenne mondiale confirment le caractère urgent d'un changement de paradigme, tant dans le Nord que dans le Sud. Or la refonte des systèmes politiques et sociaux dans le cadre d'un changement systémique tarde à venir. Il y a bien une amorce de réflexion: des économistes et des politiciens remettent en cause les vieilles recettes, notamment la croissance du PIB comme principale mesure de progrès des sociétés. La pression de l'opinion publique offre également des perspectives de changement, par exemple en matière de régulation financière internationale et de transparence des entreprises.

Il existe de nombreux exemples et initiatives de soutien à la transition vers des modèles de société et d'économie plus équitables et plus durables. À quoi devrait ressembler cette transition? Comment y parvenir? Telles étaient les questions au cœur du séminaire «Changer de paradigme pour un monde juste et durable», organisé par la CIDSE les 14 et 15 mai 2013 à Bruxelles, où se sont retrouvés quelque 70 représentants des organisations membres de la CIDSE et de leurs partenaires de tous les continents.

L'Église et les organisations confessionnelles font partie de ceux qui affirment haut et fort la nécessité d'un changement: une nécessité qui fait écho aux missions et aux valeurs essentielles des agences de la CIDSE. En tant qu'organisations confessionnelles, il est de notre devoir d'alerter le public sur le mode de fonctionnement du système. La doctrine sociale de l'Église propose des alternatives fondées sur des valeurs et des modes de vie qui accordent une place plus importante à la communauté et à la solidarité.

Nous savons que nous nous engageons sur des terres inconnues, et qu'il nous faudra les parcourir ensemble. Le changement ne naîtra que d'une action collective renforcée, au travers d'alliances et de partenariats resserrés entre divers acteurs et pays. Ce séminaire nous aura donné l'occasion de nous interroger sur les alternatives que nous défendons, sur les valeurs communes qui inspirent notre vision et sur les stratégies qui sous-tendent nos efforts en faveur d'un monde de justice pour tous.

Bernd Nilles, Secrétaire Général de la CIDSE
Denise Auclair, Conseillère politique de la CIDSE

Principaux résultats du séminaire

POUR UN CHANGEMENT DE PARADIGME CONDUISANT À UN MONDE JUSTE ET DURABLE, NOUS AVONS BESOIN...

Le séminaire a montré qu'une approche fondée sur les valeurs et la doctrine sociale de l'Église, déjà au cœur de l'action de la CIDSE, était particulièrement importante pour susciter un changement de paradigme.

VALEURS ET PRINCIPES ESSENTIELS

Dignité de la personne humaine, droits, liberté et responsabilité

Tous les êtres humains, hommes et femmes, ont le droit de réaliser leur potentiel, de contribuer à la société et de vivre dans la dignité. La dignité de la personne humaine exige d'elle qu'elle agisse selon un choix conscient et libre, mû et déterminé par une conviction personnelle.

Justice, équité, solidarité et distribution équitable

L'égalité entre les hommes et les femmes est une condition préalable à la justice sociale; la solidarité reconnaît la corrélation entre le bien-être de tous les peuples. Une attention prioritaire doit être accordée aux pauvres, aux marginalisés et aux discriminés en quête du bien commun, et à une répartition équitable des biens et des services entre tous.

Conservation de la création

Nous aimons, dépendons et faisons partie de la création. Les êtres humains en sont les intendants, appelés à gérer la Terre de manière responsable afin de la transmettre aux générations futures.

Participation et subsidiarité

Hommes et femmes doivent être en mesure de pouvoir revendiquer individuellement ou collectivement leurs droits, combattre les structures de pouvoir injustes et participer activement à la vie politique, économique et culturelle. Les systèmes devraient être édifiés à partir des communautés de base de manière à garantir le développement maximal des communautés plus petites.

► **D'un nouveau discours prophétique, inspiré par notre foi catholique et notre option pour les pauvres, sur le bien-être des êtres humains au sein de la création, sur l'égalité des genres, et sur la solidarité, dans une économie au service de la société qui tient compte des frontières planétaires.**

Pour bien vivre, chacun doit jouir de sa dignité humaine et de ses droits, ainsi que d'un accès aux ressources. Grâce à nos sympathisants et à nos efforts d'éducation, nous essayons de donner l'exemple et de promouvoir le choix d'une vie simple comme alternative au consumérisme; de la quantité suffisante et de l'appartenance à une communauté comme alternative à «l'avoir»; et d'économies fondées sur un patrimoine commun comme alternative à l'intérêt personnel et à la marchandisation de la nature.

► **De transformer le paradigme prédominant du développement et de la croissance du PIB au profit de sociétés et de moyens d'existence justes et durables.**

Dans l'optique de cette transition, nous consolidons notre action en vue de réformer le système actuel en avançant des processus et des propositions susceptibles de répondre à l'urgence des inégalités et des limites écologiques. Nous nous employons à dénoncer les aspects négatifs de la mondialisation et à révéler les failles et les dangers des prétendues solutions aux crises systémiques. Nous soutenons l'innovation et l'expérimentation favorables à une appropriation décentralisée et à une multitude d'alternatives adaptées au contexte local.

► **De confronter les structures de pouvoir injustes, et de faire front commun avec ceux qui, dans le Nord comme dans le Sud, sont les principales victimes des inégalités et de la non-durabilité.**

Notre action s'enracine dans les combats historiques et actuels de nos partenaires contre l'oppression politique, les inégalités, la discrimination et les modèles de développement non durables. Nous tenons notre savoir des expériences et de la réalité du terrain. Nous dénonçons la concentration des pouvoirs entre les mains de quelques sociétés transnationales et groupes d'intérêts établis, et sommes aux côtés des communautés et des secteurs de la société qui souffrent.

► **D'agir avec hardiesse pour le changement, de nous remettre en question afin d'approfondir nos partenariats, et de forger des alliances avec ceux qui partagent nos objectifs de transformation.**

En tant que réseau d'organisations catholiques, nous réexaminons notre rôle et nos stratégies organisationnelles et nous cherchons à faire mieux entendre la voix de l'Église, dans le dialogue. Nous travaillons en concertation avec des mouvements sociaux, des partenaires confessionnels et de la société civile, nous cherchons des alliés dans tous les secteurs, et prenons la tête d'initiatives afin de renforcer notre action collective.

LE BRÉSIL, L'AFRIQUE DU SUD ET L'ALLEMAGNE CHANGENT: **OUI, MAIS SUFFISAMMENT ?**



Moema de Miranda
Contradictions au Brésil

Un changement de paradigme ne se fait ni en quelques jours, ni en quelques semaines ni même en quelques années. Et pourtant: le système d'apartheid a été aboli en Afrique du Sud après des années de lutte, un leader syndicaliste est un jour devenu Président du Brésil, un leader indigène a été élu Président de la Bolivie et en une semaine, le gouvernement allemand a effectué un virage à 180° en adoptant l'«Energiewende», c.-à-d. l'abandon du nucléaire au profit des énergies renouvelables. Bien qu'ils soient tous différents par leur nature et leur importance, ces événements ont été l'objet de campagnes et de revendications de la part de la CIDSE, de ses membres et de ses partenaires et ont tous suscité d'immenses attentes.

Tout le monde s'accorde à reconnaître les effets positifs de ces changements, mais sont-ils bien suffisants? En Allemagne, le choix des énergies renouvelables n'a en rien modifié le niveau de consommation énergétique. Les nouvelles voitures consomment moins d'essence mais il y a peu de personnes qui remettent en question le fait pour une famille de pouvoir encore posséder deux ou trois voitures. Il y a davantage de clients dans les supermarchés bio mais ni la consommation ni les déchets alimentaires n'ont diminué. La philosophie sous-jacente d'une liberté maximisée par la consommation persiste et signe.

Au Brésil, après l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva en 2003, les conditions de vie se sont améliorées au même rythme que la croissance dans le secteur formel et grâce aux programmes sociaux. La situation des pauvres s'améliore sans rien prélever aux riches. Mais d'où vient l'argent? Il y a eu une relance de l'économie primaire, la construction de routes et de barrages permettant une rapide exploitation des ressources naturelles, aux dépens de la forêt amazonienne et au prix d'un impact mondial. Dans cette atmosphère euphorique – où les Brésiliens ont désormais le sentiment d'avoir «la carte du club» et de connaître une croissance éternelle – il est difficile de parler de la nécessité d'un changement de modèle.

Avec l'élection démocratique de Nelson Mandela en 1994, les Sud-Africains ont recouvré la liberté, mais dans le même temps l'Afrique du Sud est devenu le pays le plus inégalitaire au monde. Le chômage a doublé et le pays est devenu le 12ème émetteur de gaz à effet de serre à cause de son économie basée sur les minerais. La réforme foncière et les problèmes agraires font partie de l'héritage empoisonné de l'apartheid.

Les mouvements sociaux qui croyaient être débarrassés des agendas néolibéraux se sont au contraire découvert un nouvel adversaire en la personne des agendas «développementalistes» insoutenables. Il faut trouver d'autres voies.



«La consommation sans fin demeure le 'doux poison d'une vie heureuse', depuis peu au nom de la 'croissance verte'. Ne devrions-nous pas plutôt nous demander comment nous pouvons vivre de sorte que les pauvres et les autres habitants de la planète puissent tous vivre bien?»

Markus Büker, Misereor

Luttes

COMMENT SUSCITER UN CHANGEMENT EN PROFONDEUR?

Mercia Andrews

Impulser le changement en Afrique du Sud



Entraide et Fraternité (Belgique) travaille sur de nouveaux modèles agricoles, tant dans le Sud qu'en Belgique. Cela s'est traduit dans le nouveau Code wallon de l'agriculture par la promotion des filières courtes (plutôt que longues) et des produits locaux dans la restauration collective, par la participation des agriculteurs aux prises de décision et par l'installation de jeunes fermiers sur des terrains publics pour éviter la concentration des terres. Une manifestation a également été organisée pour vendre des semences locales et indigènes sur les marchés locaux et ainsi protester contre la réglementation sur les échanges de semences qui profitent aux grandes sociétés multinationales.

CCFD-Terre Solidaire (France) a intensifié son activité sur la justice fiscale et la régulation des sociétés transnationales. Ce faisant, il s'est intéressé aux impacts en France, en termes de manque à gagner fiscal qui pourrait être réaffecté à des fins sociales, ainsi qu'aux conséquences du comportement des sociétés multinationales sur les salariés français. CCFD-Terre Solidaire plaide de plus en plus pour des changements en France et dans le monde, pas uniquement dans le Sud.

Les mouvements sociaux et les organisations de développement ont livré de nombreuses batailles et remporté quelques victoires importantes: au plan national, autour de la participation démocratique, de l'accès au leadership pour ceux autrefois marginalisés, et des droits de la femme; au plan mondial, autour de la réduction de la dette et, plus récemment, des avancées enregistrées en matière de régulation financière. Mais tout ce bon travail n'a pas suffi à susciter un changement de paradigme. Cela fait longtemps que nous nous employons à réformer des politiques et des structures de pouvoir injustes. Aujourd'hui, nous devons mesurer et choisir nos stratégies en fonction de leur aptitude à jeter les bases d'un changement en profondeur. À l'instar de David contre Goliath, nous devons trouver la bonne pierre.

La société civile ressent de plus en plus la nécessité de développer de nouvelles stratégies. Un réseau comme Smart CSOs Lab, par exemple, incite les organisations à mener une réflexion systémique plutôt que thématique, à cibler les connexions entre les changements politiques, les changements de valeur et de mentalité et à soutenir les innovations systémiques émergentes.

Nous sommes appelés à nous battre contre de puissants acteurs et intérêts établis, en particulier contre des sociétés transnationales et de vastes agendas d'entreprise. Pour transformer la dynamique du pouvoir, il faut d'abord créer une conscience politique autour des problématiques et mobiliser les citoyens. Il faut saisir chaque occasion de faire le lien avec ceux qui souffrent le plus du système, comme les «indignés» espagnols ou d'autres mouvements similaires qui se sont constitués en réaction aux mesures d'austérité. Les mentalités et les systèmes sont interdépendants: le changement est toujours le fruit de l'action. Cette approche duale est particulièrement importante en matière d'égalité des genres.

Les modèles alternatifs ne s'appliquent pas qu'au Sud. Nous devons commencer par balayer devant notre porte en remettant en cause nos sociétés et nos modèles du Nord. Au sein de nos propres organisations, il s'ensuit que nous devons revoir nos stratégies politiques, nos appuis au changement et à la transformation sociale, notre démarche de partenariat et nos sources de financement. Vu la nature mondiale des crises, nous devons tendre à renforcer à la fois la voix prophétique de la communauté ecclésiale et notre action commune au sein de nouvelles alliances. Nous n'avons pas de plan de transformation prêt à l'emploi; il va falloir expérimenter, nous accorder une certaine marge d'erreur et hiérarchiser les enseignements.



Ensemble

DÉBAT:

CONTEXTE POLITIQUE ACTUEL: L'HEURE DU CHANGEMENT?

Points forts du débat
Changement progressif ou en profondeur?



Peter VIS (Chef de Cabinet de Connie Hedegaard, Commissaire européenne à l'action pour le climat): La Commission européenne essaie de rendre le modèle de croissance durable, au travers de l'efficacité énergétique, de normes réglementaires et des marchés carbone, qui constituent un premier pas pour faire payer les pollueurs et qui sont politiquement plus faisables qu'une taxe carbone au sein de l'UE. La Commission opte pour un changement progressif, car qui dit radicalisation de l'agenda de l'efficacité des ressources, dit marginalisation dans le contexte économique actuel. Les politiciens gardant un oeil sur leur électorat, il est crucial de convaincre l'opinion publique.

Chris BAIN (Président de la CIDSE et Directeur de CAFOD): La crise économique et financière ne pose pas seulement la question des moyens d'en sortir, elle remet plus fondamentalement en cause notre système de pensée. CAFOD soutient des communautés locales dans les efforts qu'elles déploient pour trouver des modèles économiques alternatifs, tels que des coopératives, axés sur les personnes et leur dignité. Au travers d'investissements éthiques, des communautés sont incitées à travailler ensemble et à réformer leur économie locale de manière inventive. Une vie simple et une action personnelle sont également des éléments essentiels.

Pablo SOLÓN (Directeur exécutif de Focus on the Global South): Nous sommes loin des réductions d'émissions de gaz à effet de serre nécessaires: le débat actuel sur le climat reconnaît l'existence d'une «carence» sans toutefois avancer de proposition concrète pour la résorber. Ce sont les pays qui ont une responsabilité historique qui doivent donner l'exemple: il faut des engagements contraignants, assortis de mécanismes de conformité plus stricts. L'UE sera jugée aux changements concrets qu'elle opère, en donnant la

préséance au climat par rapport aux règles commerciales, en n'allant pas devant les tribunaux pour des subsides nationaux accordés aux énergies renouvelables ou en interdisant les importations de pétrole venant de sables bitumineux.

Barbara ADAMS (Conseillère politique au Global Policy Forum): Se confronter à la finitude des ressources exige une redistribution et une régulation; c'est l'option de la suffisance. Suivant le principe de responsabilités communes mais différenciées, ceux qui ont le plus profité de l'approche actuelle sont ceux qui devront le plus endosser le fardeau du changement. L'accent technique mis sur l'atténuation, le carbone et l'énergie propre est nécessaire, mais cela ne signifie pas que nous devons faire un «copier-coller» des propositions existantes. Au contraire, nous devons continuer de militer pour un changement structurel. Les gouvernements, le secteur privé et la société civile ne sont pas des entités cloisonnées; nous devons repérer et travailler avec ceux qui veulent avancer.

Tina MUSUYA (Directrice exécutive du Center for Domestic Violence Prevention): L'approche capitaliste du développement se double d'une approche patriarcale qui ne fait que compliquer les choses. Pour obtenir des changements structurels, nous devons nous atteler aux causes premières de l'inégalité des genres et de l'allocation des ressources. Les normes et les comportements actuels font obstacle à l'équité et aux droits d'accès. Nous devons stimuler la participation de toutes les parties prenantes, en faire des agents de changement et les sensibiliser au fait que nous ne pouvons pas croître aux dépens d'autrui.

Xavier RICARD (Directeur des Partenariats internationaux du CCFD-Terre Solidaire): La société doit aller au-delà des notions de productivité du travail, de consommation de masse et de quête de croissance. La «croissance» éthiopienne s'est concentrée sur des secteurs d'exportation comme les biocarburants, au prix d'un accaparement des terres et d'atteintes aux droits de l'homme. Sachant que les récessions économiques ont aggravé les taux de chômage et la situation sociale, nous devons envisager une décroissance «créatrice d'emploi» plutôt qu'une croissance «sans emploi» comme réponse à la crise européenne, et procéder au changement en Europe sans attendre le reste du monde, en nous appuyant sur la taxe carbone plutôt que sur les marchés carbone.

Transformation

TRANSFORMATION HOLISTIQUE: REPENSER LE DÉVELOPPEMENT

Au Nigeria, la Commission justice, développement et paix a créé la «Citizens Wealth Platform». Sachant que les recettes nationales générées par les ressources naturelles sont détournées en raison de l'opacité des contrats d'extraction entre le gouvernement et les compagnies pétrolières, la Commission est convaincue qu'il est essentiel que les Nigériens comprennent que leur pays est autosuffisant et que les problèmes de violence et d'inégalité doivent être traités en favorisant leur participation. La plate-forme permet aux citoyens de se sentir personnellement responsables, de suivre les budgets et de poser des questions sur les revenus du pétrole que le gouvernement est censé percevoir.

Trócaire (Irlande) et le Center for Domestic Violence Prevention (CEDOVIP) unissent leurs efforts en Ouganda afin d'accroître la participation des groupes discriminés, et plus largement des citoyens, de manière à provoquer des changements structurels et une évolution des normes, afin de mettre un terme à l'oppression. En Ouganda, CEDOVIP s'emploie à mobiliser les femmes pour qu'elles revendiquent un espace dans les processus décisionnels, et mène des actions d'éducation auprès des communautés et des actions de sensibilisation auprès des leaders d'opinion pour qu'ils s'interrogent sur les rôles des hommes et des femmes dans divers domaines comme la santé et l'agriculture. En Irlande, la campagne Power Up de Trócaire, dont le slogan est «Real Power Lies Within Communities, Within Individuals, Within You», s'empare de valeurs telles que l'équité, la communauté et la solidarité pour permettre aux citoyens de s'engager effectivement et pour revendiquer des espaces où la population peut faire valoir ses droits.

Tina Musuya

Egalité des genres en Ouganda



La CIDSE est persuadée que la justice dans le monde passe par une analyse des failles dans les modèles de développement et de durabilité actuels. Le séminaire a démontré que «repenser le développement» signifiait aussi reconnaître que le terme même de développement posait problème lorsqu'il était associé aux notions de consumérisme et de croissance du PIB. Il est généralement admis de nos jours que la croissance du PIB ne se traduit pas forcément par de meilleures conditions de vie pour tous et qu'au-delà d'un certain point, la consommation de biens non essentiels n'accroît pas le bien-être. Pour les personnes en situation d'extrême pauvreté, vivre dans la dignité demeure la question primordiale.

Les modèles actuels, qui accordent la primauté aux marchés, ont clairement montré leurs limites. Il faut d'urgence s'atteler à la concentration intenable des pouvoirs et à ses conséquences: inégalités, phénomènes destructeurs tels que le patriarcat et l'individualisme, sans oublier les dégâts provoqués par les industries extractives et les changements climatiques.

En d'autres termes, il s'agit d'amorcer une transformation holistique, y compris dans ses dimensions culturelles et spirituelles. Une transformation qui démocratisera les rapports de force au point d'effacer les divisions entre gouvernants et gouvernés, entre hommes et femmes, entre nature et humanité, entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Au cœur de cette transformation se trouvent les gens, en particulier ceux qui souffrent le plus des dysfonctionnements du système, de même que ceux qui aspirent à accéder au modèle actuel et ceux qui en profitent le plus. Ce changement devra commencer par une transformation individuelle, une adaptation des modes de vie dans le respect des limites écologiques, en valorisant la communauté et le partage. Les personnes devront pour ce faire se regrouper elles-mêmes en associations populaires et se battre pour le changement, en favorisant la participation des communautés dans la vie publique.

Dignité et Droits

«Le fait que chacun participe et que sa voix compte nous oblige à accepter la diversité et l'innovation. Nous devons amener les hommes et les femmes à œuvrer pour la justice et l'équité, plutôt que de créer des hiérarchies de pouvoir et de contrôle.»

Tina Musuya, CEDOVIP

DES ÉCONOMIES AU SERVICE DE SOCIÉTÉS JUSTES ET DURABLES

En Afrique du Sud, la campagne «Un million d'emplois climatiques» initiée par les syndicats et les mouvements sociaux sous la houlette de l'AIDC (Alternative Information and Development Centre) et d'autres, est partie d'un double constat: l'impérieuse nécessité de changer les systèmes économiques pour éviter le désastre des changements climatiques et la question pressante des moyens d'existence et d'un travail digne pour contribuer à la société. En préconisant une juste transition entre une économie à bas salaires et à forte consommation de minerais et la création de nouvelles industries dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport public et de l'efficacité énergétique des bâtiments, cette campagne s'attaque aux intérêts établis et remet en cause la propriété des industries et des droits de propriété intellectuelle des régimes d'échanges internationaux. La création d'emplois climatiques doit être financée par une taxation plus forte des riches et une taxe carbone.

SCIAF (Écosse) et le Centre jésuite pour la réflexion théologique (JCTR) conjuguent leurs efforts en Zambie pour promouvoir des modèles d'agriculture durable au travers du programme Kulima. À partir d'éléments probants, le JCTR mène une action de plaidoyer auprès du gouvernement zambien et des leaders traditionnels afin de mettre en place un cadre politique d'appui à l'agriculture biologique et l'égalité des genres. Chaque trimestre, ils publient des données sur les denrées produites à partir de méthodes agro-écologiques. Celles-ci montrent que les rendements sont supérieurs à ceux des cultures à base de pesticides. Deux instituts agricoles écossais sont partenaires du programme. Au travers de la campagne «Enough Food for Everyone IF Scotland Plays its Part», SCIAF anime un débat sur le positionnement du modèle écossais par rapport aux causes globales et systémiques de la faim.

«En quantifiant les possibilités d'emploi, les économies de carbone, le coût et le mode de financement de la création d'emplois, nous rendons une juste transition aussi indispensable que le lait maternel.»

Brian Ashley, AIDC

De nos jours, on réduit souvent «l'économie» au secteur industriel; on considère l'intérêt personnel comme une liberté et la croissance du PIB comme le meilleur moyen de servir et de mesurer le progrès économique. Dans le pire des cas, le fait d'assouvir une consommation débridée, exacerbée par la publicité, est synonyme de bénéfices pour les grandes sociétés qui vivent de l'extraction des ressources. Les économies modernes servent les intérêts d'un petit nombre au détriment de la collectivité. L'approche de développement durable qui divise l'économie, le social et l'environnemental en piliers se fourvoie et ne tient pas compte des limites écologiques. La nouvelle «économie verte» et la nouvelle «croissance verte» ne changent rien aux fondamentaux de cette équation.

La CIDSE défend une vision relationnelle de l'économie, qui part de la société et de la nature: une économie pour une planète, avec la justice sociale en son centre. Il existe déjà des approches alternatives, comme l'économie viable, l'économie du don, l'économie de communion ou l'économie solidaire. Les mouvements de banque coopérative, les investissements éthiques ou le commerce équitable constituent autant de pas dans la bonne direction. Mais le système économique mondial ne permet pas aux initiatives locales de s'épanouir pleinement. Nous devons donc nous atteler à des changements globaux, systémiques – tels que ceux proposés par la régulation financière – pour créer les conditions propices à l'émergence de véritables alternatives.

Nous soutenons des alternatives économiques fondées sur des principes et des valeurs éclairés par la doctrine sociale de l'Église. L'appropriation, l'organisation et la gestion des structures économiques sont décentralisées et régies par le «patrimoine commun» plutôt que par le profit issu du consumérisme. Les mécanismes de redistribution éliminent les inégalités et l'immoralité de l'extrême richesse. Les structures de pouvoir injustes et la concentration des pouvoirs aux mains de quelques grandes sociétés transnationales disparaissent grâce à la régulation, la transparence et de solides mécanismes de reddition de comptes.

Pouvoir

Daniel Mutale

Agriculture durable en Zambie



VIVRE LA SOLIDARITÉ: ENTRE LOCALISATION ET MONDIALISATION

Ajay Jha

Solutions locales en Inde



En Corée du Sud, le Mouvement des fermiers catholiques coréens développe des alternatives qui s'appuient sur des modèles de production agro-écologiques et des modèles économiques solidaires tels que les systèmes de marketing direct visant à raccourcir les filières et donc à rapprocher le producteur du consommateur.

DKA (Autriche) et Fastenopfer (Suisse) travaillent avec la RWA (Rural Women's Assembly) du Dialogue des Peuples afin de mobiliser les femmes rurales autour d'alternatives agricoles locales. En Afrique australe et en Amérique latine, la RWA soutient une plate-forme régionale d'apprentissage, de mutualisation et de développement de solutions en lien avec les moyens d'existence ruraux, l'agroécologie et l'échange de semences indigènes. Avec DKA et Fastenopfer, la RWA a assisté en 2011 aux négociations internationales sur le climat à Durban, ainsi qu'à la conférence sur le développement durable à Rio en 2012, afin de tisser des relations dans l'optique d'un mouvement de solidarité mondiale face à la globalisation.



Avec leurs schémas de production et de consommation actuels, les sociétés et les économies modernes s'organisent en fonction d'une division du travail internationale (et souvent sexospécifique) qui met l'accent sur les marchés mondiaux et les intérêts des sociétés transnationales. Les failles de ce modèle sont particulièrement patentes dans le domaine de la sécurité alimentaire, la famine augmentant en dépit d'une production alimentaire mondiale suffisante alors que l'on assiste à un immense gaspillage de denrées.

La vision de la CIDSE privilégie des acteurs et des modèles locaux, à petite échelle et à vocation sociale, sensibles aux questions de genre. Nous soutenons une production agricole qui garantit des denrées adéquates pour tous, qui voit dans les producteurs de denrées alimentaires des intendants de la Terre et qui tient compte de la capacité de production durable de cette dernière. Le tout est sous-tendu par les valeurs inscrites dans les droits de l'homme, notamment le droit à l'alimentation et le droit à des moyens d'existence raisonnables. Plus généralement, nous cherchons à établir des communautés résilientes, à même de s'organiser pour s'attaquer aux causes structurelles de leurs problèmes, et à favoriser la participation de chacun, surtout des femmes et des plus marginalisés, sur un pied d'égalité.

Les communautés doivent être à la pointe de l'innovation au service du changement, être mises en situation de pouvoir chercher des solutions applicables à leur réalité et de s'engager volontairement dans les processus politiques qui les concernent. Conformément au principe de subsidiarité, il faut trouver un point d'articulation entre l'innovation et les solutions locales et les éléments qu'il convient de traiter au niveau mondial comme par exemple, les droits de l'homme. La solidarité est un moyen essentiel de concrétiser cette vision. Il importe de contextualiser et d'adapter les démarches à chaque situation, en créant et en maintenant les liens indispensables à la solidarité et à l'apprentissage, tout en évitant l'isolationnisme et le protectionnisme. Divers exemples – la mise en place de devises locales notamment – prouvent déjà la viabilité de ce système « alternatif ».

**«La terre, la vie, l'amour et les semences
constituent la perspective féministe que nous
défendons.»**

Mercia Andrews, Trust for Community
Outreach and Education



Innovation